

**Art. 8.** Het decreet van 15 mei 2003 tot bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen binnen de adviesorganen wordt opgeheven.

**Art. 9.** Dit decreet treedt in werking op de datum bepaald door de Regering.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 27 maart 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO

(1) *Zitting 2013-2014.*

Stukken van het Waals Parlement 1004 (2013-2014). Nrs. 1 tot 3.

Integraal verslag, plenaire zitting van 26 maart 2014.

Bespreking.

Stemming.

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/202352]

**27 MARS 2014.** — Décret instituant une banque de données issues de sources authentiques relative à l'emploi non-marchand en Wallonie, dénommée cadastre de l'emploi non-marchand en Wallonie, « CENM » en abrégé (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Généralités

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Le présent décret est pris en application de l'article 7, § 2, de l'accord de coopération du 23 mai 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française portant sur le développement d'une initiative commune en matière de partage de données et sur la gestion conjointe de cette initiative.

§ 2. Au sens du présent décret, on entend par :

1° « accord de coopération partage de données » : l'accord de coopération du 23 mai 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française portant sur le développement d'une initiative commune en matière de partage de données et sur la gestion conjointe de cette initiative;

2° « cadastre de l'emploi non-marchand » : la banque de données issues de sources authentiques, liée à l'emploi dans le secteur du non-marchand en Région wallonne, telle que définie à l'article 2, 2°, de l'accord de coopération partage de données;

3° « dispositif » : un ensemble de règles décrétales, réglementaires ou administratives, applicables à une politique spécifique, à un secteur d'activité déterminé ou à une activité déterminée établies en vue d'obtenir un résultat dans le cadre des missions de l'autorité publique : allouer ou octroyer, autoriser, contrôler, percevoir ou recouvrer ou récupérer, réglementer, acheter;

4° « donnée à caractère personnel » : une donnée telle que définie par l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des données à caractère personnel;

5° « donnée transversale » : une donnée utilisée ou utilisable par plusieurs dispositifs;

6° « donnée spécifique » : une donnée utilisée ou utilisable par un seul dispositif;

7° « loi vie privée » : la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des données à caractère personnel ainsi que tous les arrêtés pris en exécution de cette dernière;

8° « participant au cadastre de l'emploi non-marchand » : toute autorité publique de la Région wallonne, identifiée par le Gouvernement wallon, qui met une ou plusieurs sources authentiques ou sources de données à disposition du cadastre de l'emploi non-marchand;

9° « gestionnaire » : le service que le Gouvernement identifie pour gérer le cadastre de l'emploi non-marchand.

**Art. 2. § 1<sup>er</sup>.** Il est créé, selon les modalités déterminées par ou en vertu du présent décret, une banque de données issues de sources authentiques relatives à l'emploi non-marchand en Wallonie, dénommée cadastre de l'emploi non-marchand, « CENM » en abrégé.

§ 2. Le CENM a, pour finalités, de constituer un inventaire complet et détaillé de l'emploi non-marchand en Wallonie et de fournir des services à valeur ajoutée alimentant ou exploitant les données de cet inventaire.

Ainsi, le CENM poursuit les objectifs suivants :

- 1° réduire les charges administratives dans le secteur visé par le présent décret;
- 2° fournir une aide à la gestion des agréments et subventions relatives à l'emploi dans le secteur non-marchand;
- 3° fournir une aide au pilotage et à l'évaluation des différentes mesures en matière d'emploi dans le secteur non-marchand;
- 4° disposer de données pour produire des analyses statistiques relatives à l'emploi dans le secteur non-marchand;
- 5° être un point d'entrée et/ou de sortie unique à tout accès aux sources authentiques entrant dans le périmètre du CENM.

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** Le présent décret s'applique à tout participant au CENM ainsi qu'à toute structure juridique concernée par le CENM.

Les critères pour déterminer les structures juridiques concernées par le CENM sont les suivants :

- 1° la personnalité juridique de la structure;
- 2° la nature des ressources de la structure;
- 3° la finalité de la structure;
- 4° l'agrément ou la reconnaissance de la structure par la Région wallonne, avec ou sans subventionnement, dans le cadre des dispositifs concernés par le présent décret.

§ 2. Le Gouvernement peut préciser les critères visés au paragraphe 1<sup>er</sup>.

Le Gouvernement dresse également la liste des dispositifs concernés par le présent décret.

#### CHAPITRE II. — *Les données collectées et les missions du gestionnaire du CENM*

**Art. 4.** Pour l'exécution de ses missions, le gestionnaire utilise tant le numéro de registre national que le numéro d'identification de la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale visé par l'article 8, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale.

**Art. 5. § 1<sup>er</sup>.** Le gestionnaire a pour mission de collecter des données spécifiques et transversales relatives à l'emploi dans le secteur non-marchand pour le compte des participants au cadastre de l'emploi non-marchand.

Le gestionnaire transmet les données collectées relatives à l'emploi dans le secteur non-marchand aux participants au cadastre de l'emploi non-marchand concerné.

Le gestionnaire agit en qualité de sous-traitant au sens de la loi vie privée.

§ 2. Le gestionnaire a pour mission de créer pour son propre compte des données transversales dans le secteur de l'emploi du non-marchand.

Le gestionnaire agit en qualité de responsable de traitement au sens de la loi vie privée.

**Art. 6.** Les données collectées permettent l'identification correcte des travailleurs et employeurs concernés ainsi que la réalisation des finalités visées à l'article 2.

Les participants au cadastre de l'emploi du non-marchand font mention dans leurs décisions de l'origine des données et des voies de recours en cas de contestations de ces données.

**Art. 7.** Les données collectées concernent l'emploi dans le secteur non-marchand. Ces données comprennent celles relatives :

- 1° à l'introduction d'une demande, tels que les dispositifs concernés, le type de demande, la date de la demande ou la décision;
  - 2° à la décision et à l'agrément, tel que le type de décision, le numéro d'agrément ou le numéro de projet, la date de début de prise d'effet ou la date de fin de validité;
  - 3° au personnel subventionné, en ce compris celui relevant du non-marchand public, telle que la date d'engagement, la date de fin d'occupation, le statut du travailleur, le type de contrat ou de financement, le régime de travail, le temps de travail subsidié, les points APE subventionnés, le niveau de qualification, la fonction, l'ancienneté secteur, l'ancienneté fonction ou l'ancienneté pécuniaire;
  - 4° aux subsides octroyés, tel que le type de subside, la période couverte ou le montant octroyé;
  - 5° au suivi des accords du non-marchand, telles que les heures inconfortables, les données liées au plan de formation;
  - 6° à l'identification des travailleurs et de leur(s) contrat(s), tel que le numéro BCSS, l'identification des personnes, la date de début et de fin éventuelle du contrat, le type de contrat ou le statut;
  - 7° à l'identification des entreprises, tel que le nom de la société, le siège social, le numéro BCE ou l'administrateur.
- Le Gouvernement peut préciser la liste des données.

**Art. 8.** Les données sont collectées en conformité avec l'accord de coopération partage de données.

A défaut de source authentique disponible, les données sont collectées auprès d'intégrateurs de services.

A défaut de données auprès d'intégrateurs de services, les données sont collectées auprès des autorités publiques.

Enfin, à défaut de données auprès des autorités publiques, les données sont directement collectées auprès des structures juridiques concernées par le CENM.

**Art. 9.** Les structures juridiques concernées par le CENM communiquent au gestionnaire toute donnée disponible dont tant celui-ci qu'un participant au cadastre de l'emploi non-marchand requiert explicitement la communication pour l'exécution de leurs missions.

**Art. 10.** Le Gouvernement définit les modalités de collecte des données en ce compris les délais et les fréquences endéans lesquelles s'effectue la collecte dans le respect des principes fixés aux articles 3 et suivants.

**Art. 11.** Le gestionnaire effectue une validation des données collectées afin de s'assurer de leur qualité technique.

**Art. 12.** Le gestionnaire, en qualité de point de sortie unique, communique, dans le respect des dispositions de l'accord de coopération partage de données, les données relatives à l'emploi dans le secteur non-marchand aux autorités publiques qui en font la demande.

**Art. 13.** Les données traitées peuvent être stockées, mises à jour et détruites par le gestionnaire pour le compte des participants au cadastre de l'emploi non-marchand.

**Art. 14.** Afin de développer l'interopérabilité organisationnelle, sémantique ou technique entre les participants au cadastre de l'emploi non-marchand, le gestionnaire est habilité à effectuer des missions de consultance et d'avis selon les modalités fixées par le Gouvernement.

**Art. 15.** Le gestionnaire est informé en cas de modifications des décrets ou arrêtés régissant le fonctionnement des différents dispositifs du CENM et qui ont un impact sur les données.

Le gestionnaire peut rendre un avis consultatif dans un délai de trente jours calendriers à partir de la date de la réception du dossier complet.

**Art. 16.** Le gestionnaire peut fournir aux autorités publiques des services supplémentaires, comme l'agrégation, la consolidation, le codage ou l'anonymisation de données issues ou non de sources authentiques.

**Art. 17.** Le Gouvernement détermine les modalités de collaboration et de concertation du gestionnaire avec les participants au cadastre de l'emploi non-marchand, le Conseil économique et social de Wallonie et l'Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique, lesquels sont particulièrement associés à la gestion stratégique et opérationnelle du CENM.

Le gestionnaire établit un rapport annuel. Le gouvernement fixe les modalités de ce rapport annuel.

**Art. 18.** Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement alloue annuellement au gestionnaire les moyens nécessaires à la gestion du CENM.

Les moyens sont destinés à couvrir :

1° les frais de personnel;

2° les frais de fonctionnement, en ce compris les frais liés aux développements et à l'exploitation informatique spécifique.

### CHAPITRE III. — *Protection des données à caractère personnel*

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. Les données traitées ne peuvent pas être conservées pour une durée supérieure à dix années à dater de la collecte.

§ 2. Le gestionnaire conserve le registre d'accès aux données pour une période de dix années.

Le Gouvernement peut préciser les modalités de conservation des données.

§ 3. Les délais prévus aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 sont suspendus en cas d'action judiciaire ou administrative concernant des données traitées par le gestionnaire jusqu'à ce que les voies de recours soient éteintes.

§ 4. Les données anonymisées ne sont pas visées par les paragraphes précédents du présent article.

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. Toute personne a le droit d'accéder aux données qui la concernent.

Toute personne a le droit de savoir qui a, au cours des six mois écoulés, consulté ou mis à jour ses données, sauf les exceptions prévues par la loi vie privée.

§ 2. Les modalités d'exercices des droits visés au paragraphe précédent sont déterminées par le Gouvernement conformément à la loi vie privée.

Le Gouvernement peut fixer une participation aux frais administratifs engendrés par l'exercice de ces droits à charge de la personne concernée pour autant que le montant n'ait pas pour effet de décourager la personne concernée à faire usage de ses droits.

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. Toute personne qui, en raison de ses fonctions, participe à la collecte, à la consultation, à la communication, à l'utilisation ou à tout autre traitement de données, qui, en vertu de dispositions légales ou réglementaires, sont couvertes par le secret professionnel, respecte ces dispositions légales ou réglementaires dans le cadre du traitement de ces données.

§ 2. Toute personne qui, au sein des participants au cadastre ou du réseau du gestionnaire, participe, en raison de ses fonctions, à la collecte, à la consultation, à la communication, à l'utilisation ou à tout autre traitement de données via le réseau des participants ou du gestionnaire, est tenue au maintien du caractère confidentiel des données.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

**Art. 22.** Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement et, au plus tard, le 1<sup>er</sup> janvier 2015. Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 27 mars 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
C. DI ANTONIO

(1) Session 2013-2014.

Documents du Parlement wallon, 1002 (2013-2014). N<sup>os</sup> 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 26 mars 2014.

Discussion.

Vote.

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/202352]

**27. MÄRZ 2014 — Dekret zur Errichtung einer Datenbank aus authentischen Quellen betreffend die Beschäftigung im nichtgewerblichen Sektor in der Wallonie mit der Bezeichnung "cadastre de l'emploi non-marchand en Wallonie" (Kataster der Beschäftigung im nichtgewerblichen Sektor in der Wallonie), abgekürzt "CENM" (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Allgemeines*

**Artikel 1 - § 1.** Vorliegendes Dekret wird in Anwendung von Artikel 7, § 2 des Kooperationsabkommens vom 23. Mai 2013 zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft über die Entwicklung einer gemeinsamen Initiative in Sachen Datenaustausch und über die gemeinsame Verwaltung dieser Initiative verabschiedet.

§ 2. Im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man unter:

1° "Kooperationsabkommen Datenaustausch": das Kooperationsabkommen vom 23. Mai 2013 zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft über die Entwicklung einer gemeinsamen Initiative in Sachen Datenaustausch und über die gemeinsame Verwaltung dieser Initiative;

2° "Kataster der Beschäftigung im nichtgewerblichen Sektor": die Datenbank aus authentischen Quellen in Zusammenhang mit der Beschäftigung im nichtgewerblichen Sektor in der Wallonischen Region, gemäß Artikel 2, 2° des Kooperationsabkommens Datenaustausch;

3° "Regelung": eine Gesamtheit von dekretalen, verordnungsrechtlichen oder Verwaltungsregeln, die auf eine spezifische Politik, einen bestimmten Tätigkeitssektor oder eine bestimmte Tätigkeit anwendbar sind, und die festgelegt werden, um im Rahmen der Aufgaben der öffentlichen Behörde ein Ergebnis zu erreichen: erteilen oder gewähren, genehmigen, kontrollieren, vereinnahmen oder eintreiben oder zurückfordern, reglementieren, kaufen;

4° "personenbezogene Daten": Daten im Sinne von Artikel 1, § 1 des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten;

5° "Querschnittsdaten": Daten, die durch mehrere Regelungen verwendet werden oder verwendbar sind;

6° "spezifische Daten": Daten, die durch eine einzige Regelung verwendet werden oder verwendbar sind;

7° "Gesetz Privatleben": das Gesetz vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten, sowie alle in Ausführung dieses Gesetzes verabschiedeten Erlasse;

8° "Teilnehmer am Kataster der Beschäftigung im nichtgewerblichen Sektor": jede von der Wallonischen Regierung identifizierte öffentliche Behörde der Wallonischen Region, die eine oder mehrere authentischen Quellen oder Datenquellen dem Kataster der Beschäftigung im nichtgewerblichen Sektor zur Verfügung stellt;

9° "Betreiber": die Dienststelle, die von der Regierung identifiziert wird, um das Kataster der Beschäftigung im nichtgewerblichen Sektor zu verwalten.

**Art. 2 - § 1.** Nach den durch das oder kraft des vorliegenden Dekrets bestimmten Modalitäten wird eine Datenbank aus authentischen Quellen in Bezug auf die Beschäftigung im nichtgewerblichen Sektor in der Wallonie geschaffen; sie wird als "cadastre de l'emploi non-marchand en Wallonie" (Kataster der Beschäftigung im nichtgewerblichen Sektor in der Wallonie), abgekürzt "CENM", bezeichnet.

§ 2. Die Zwecke des CENM bestehen darin, ein vollständiges und detailliertes Verzeichnis der Beschäftigung im nichtgewerblichen Sektor in der Wallonie zu bilden, und Mehrwertdienstleistungen zur Ergänzung und Nutzung der Daten dieses Verzeichnisses zu erbringen.

So verfolgt das CENM folgende Ziele:

- 1° Verringerung der Verwaltungsarbeit im durch vorliegendes Dekret betroffenen Sektor;
- 2° Bereitstellung einer Hilfe für die Verwaltung der Zulassungen und Zuschüsse in Zusammenhang mit der Beschäftigung im nichtgewerblichen Sektor;
- 3° Bereitstellung einer Hilfe für die Steuerung und Bewertung der verschiedenen Maßnahmen im Bereich der Beschäftigung im nichtgewerblichen Sektor;
- 4° Bereitstellung von Daten zur Erzeugung von statistischen Analysen in Zusammenhang mit der Beschäftigung im nichtgewerblichen Sektor;
- 5° als einzige Dateneingangs-/ausgangsstelle fungieren für jeden Zugang zu den authentischen Quellen im Rahmen des CENM.

**Art. 3 - § 1.** Vorliegendes Dekret ist auf jeden Teilnehmer am CENM sowie auf jede vom CENM betroffene Rechtsstruktur anwendbar.

Die Kriterien zur Bestimmung der vom CENM betroffenen Rechtsstrukturen sind:

- 1° die Rechtspersönlichkeit der Struktur;
- 2° die Art der Ressourcen der Struktur;
- 3° der Zweck der Struktur;
- 4° die Zulassung oder Anerkennung der Struktur durch die Wallonische Region, mit oder ohne Bezuschussung, im Rahmen der durch vorliegendes Dekret betroffenen Regelungen.

§ 2. Die Regierung kann die in § 1 genannten Kriterien näher bestimmen.

Die Regierung erstellt ebenfalls die Liste der durch vorliegendes Dekret betroffenen Regelungen.

#### KAPITEL II — *Die gesammelten Daten und die Aufgaben des Betreibers des CENM*

**Art. 4 -** Zum Zwecke der Durchführung seiner Aufgaben benutzt der Betreiber sowohl die Nationalregisternummer als die Erkennungsnummer in der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit nach Artikel 8, § 1, 2° des Gesetzes über die Errichtung und Organisation einer Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit.

**Art. 5 - § 1.** Der Betreiber hat die Aufgabe, für Rechnung der Teilnehmer am Kataster der Beschäftigung im nichtgewerblichen Sektor spezifische und Querschnittsdaten betreffend die Beschäftigung im nichtgewerblichen Sektor zu sammeln.

Der Betreiber übermittelt die gesammelten Daten betreffend die Beschäftigung im nichtgewerblichen Sektor den Teilnehmern am betroffenen Kataster der Beschäftigung im nichtgewerblichen Sektor.

Der Betreiber handelt in der Eigenschaft eines Subunternehmers im Sinne des Gesetzes Privatleben.

§ 2. Der Betreiber hat die Aufgabe, für seine eigene Rechnung Querschnittsdaten in Sachen Beschäftigung im nichtgewerblichen Sektor zu schaffen.

Der Betreiber handelt in der Eigenschaft der für die Verarbeitung verantwortlichen Person im Sinne des Gesetzes Privatleben.

**Art. 6 -** Die gesammelten Daten ermöglichen die korrekte Identifizierung der betroffenen Arbeitnehmer und Arbeitgeber sowie die Durchführung der in Artikel 2 genannten Zwecke.

Die Teilnehmer am Kataster der Beschäftigung im nichtgewerblichen Sektor geben in ihren Beschlüssen die Herkunft der Daten und die Beschwerdemittel an, falls diese Daten in Frage gestellt werden.

**Art. 7 -** Die gesammelten Daten betreffen die Beschäftigung im nichtgewerblichen Sektor. Sie umfassen ebenfalls die Daten in Bezug auf:

- 1° die Einreichung eines Antrags, wie z.B. die betreffenden Regelungen, die Art des Antrags, das Datum des Antrags oder den gefassten Beschluss;
- 2° den Beschluss und die Zulassung, wie z.B. die Art des Beschlusses, die Zulassungs- oder Projektnummer, das Datum für den Anfang des Wirksamwerdens oder das Fälligkeitsdatum;
- 3° das bezuschusste Personal, einschließlich des Personals des nichtgewerblichen öffentlichen Sektors, wie z.B. das Anstellungsdatum, das Datum des Endes der Beschäftigung, den Status des Arbeitnehmers, die Art des Vertrags oder der Finanzierung, die Arbeitsregelung, die bezuschusste Arbeitszeit, die bezuschussten APE-Punkte, das Qualifikationsniveau, die Funktion, das Sektordienstalter, das Funktionsdienstalter oder das finanzielle Dienstalter;
- 4° die gewährten Zuschüsse, wie z.B. die Art des Zuschusses, den gedeckten Zeitraum oder den gewährten Betrag;
- 5° die Verfolgung der Vereinbarungen im nichtgewerblichen Sektor, wie z.B. die Anzahl der unbequemen Arbeitsstunden, die Daten betreffend das Ausbildungsprogramm;
- 6° die Identifizierung der Arbeitnehmer und ihres oder ihrer Verträge, wie z.B. die Erkennungsnummer in der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit, die Identifizierung der Personen, das Datum des Anfangs oder ggf. des Endes des Arbeitsvertrags, die Art des Vertrags oder den Status;
- 7° die Identifizierung der Unternehmen, wie z.B. den Namen der Gesellschaft, den Gesellschaftssitz, die ZDU-Nummer oder den Verwalter.

Die Regierung kann die Liste der Daten näher bestimmen.

**Art. 8** - Die Daten werden in Übereinstimmung mit dem Kooperationsabkommen Datenaustausch gesammelt.

Ist keine authentische Quelle verfügbar, so werden die Daten bei Dienste-Integratoren gesammelt.

Sind keine Daten bei Dienste-Integratoren verfügbar, so werden die Daten bei den öffentlichen Behörden gesammelt.

Sind keine Daten bei den öffentlichen Behörden verfügbar, so werden sie direkt bei den durch das CENM betroffenen Rechtsstrukturen gesammelt.

**Art. 9** - Die durch das CENM betroffenen Rechtsstrukturen teilen dem Betreiber alle verfügbaren Daten mit, deren Mitteilung sowohl dieser als auch ein Teilnehmer am Kataster der Beschäftigung im nichtgewerblichen Sektor zwecks der Ausübung ihrer Aufgaben ausdrücklich anfordert.

**Art. 10** - Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Sammlung der Daten einschließlich der Fristen und der Häufigkeit der Sammlung unter Beachtung der in Artikel 3 ff. festgelegten Grundsätze.

**Art. 11** - Der Betreiber validiert die gesammelten Daten, um sich über deren technische Qualität zu vergewissern.

**Art. 12** - Als einzige Datenausgangsstelle teilt der Betreiber unter Beachtung der Bestimmungen des Kooperationsabkommens Datenaustausch den öffentlichen Behörden, die einen entsprechenden Antrag stellen, die Daten in Bezug auf die Beschäftigung im nichtgewerblichen Sektor mit.

**Art. 13** - Die verarbeiteten Daten können vom Betreiber für Rechnung der Teilnehmer am Kataster der Beschäftigung im nichtgewerblichen Sektor gespeichert, aktualisiert und vernichtet werden.

**Art. 14** - Zu Zwecken der Förderung der organisatorischen, semantischen oder technischen Interoperabilität zwischen den Teilnehmern am Kataster der Beschäftigung im nichtgewerblichen Sektor ist der Betreiber befugt, nach von der Regierung bestimmten Modalitäten Beratungs- und Begutachtungsaufgaben wahrzunehmen.

**Art. 15** - Bei Änderungen an den Dekreten oder Erlassen über die Funktion der verschiedenen Regelungen des CENM, die Auswirkungen auf die Daten haben, wird der Betreiber informiert.

Der Betreiber kann innerhalb einer Frist von dreißig Kalendertagen nach dem Empfang der vollständigen Akte ein beratendes Gutachten abgeben.

**Art. 16** - Der Betreiber kann zugunsten der öffentlichen Behörden zusätzliche Dienstleistungen erbringen, wie die Aggregation, Konsolidierung, Codierung oder Anonymisierung von Daten, die aus authentischen Quellen stammen oder nicht.

**Art. 17** - Die Regierung bestimmt die Modalitäten der Zusammenarbeit und der Konzertierung des Betreibers mit den Teilnehmern am Kataster der Beschäftigung im nichtgewerblichen Sektor, dem "Conseil économique et social de Wallonie" (Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonie), und dem "Institut wallon de l'évaluation, de la Prospective et de la Statistique" (Wallonisches Institut für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik), welche insbesondere mit der strategischen und operativen Verwaltung des CENM assoziiert werden.

Der Betreiber erstellt einen jährlichen Bericht. Die Regierung legt die mit diesem jährlichen Bericht verbundenen Modalitäten fest.

**Art. 18** - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt die Regierung jährlich dem Betreiber die zur Verwaltung des CENM notwendigen Mittel.

Diese Mittel dienen zur Deckung

1° der Personalausgaben;

2° der Funktionskosten, einschließlich der Kosten für Entwicklungen und für den spezifischen IT-Betrieb.

### KAPITEL III — *Schutz personenbezogener Daten*

**Art. 19** - § 1. Die verarbeiteten Daten dürfen nicht länger als zehn Jahre ab ihrer Sammlung aufbewahrt werden.

§ 2. Der Betreiber bewahrt das Zugangsregister zu den Daten während eines Zeitraums von zehn Jahren.

Die Regierung kann die Modalitäten für die Aufbewahrung der Daten näher bestimmen.

§ 3. Die in den Paragraphen 1 und 2 vorgesehenen Fristen werden im Falle eines Gerichtsverfahrens oder einer Verwaltungsklage betreffend vom Betreiber verarbeitete Daten ausgesetzt, bis keine Beschwerdemittel mehr bestehen.

§ 4. Die vorigen Paragraphen vorliegenden Artikels betreffen nicht die anonymisierten Daten.

**Art. 20** - § 1. Jede Person hat das Recht auf Zugang zu den Daten, die sie betreffen.

Jede Person hat das Recht, zu wissen, wer ihre Daten im Laufe der letzten sechs Monate gelesen oder aktualisiert hat, unter Ausschluss der im Gesetz Privatleben vorgesehenen Ausnahmen.

§ 2. Die Modalitäten zur Ausübung der im vorigen Paragraphen genannten Rechte werden in Übereinstimmung mit dem Gesetz Privatleben von der Regierung bestimmt.

Die Regierung kann eine Beteiligung an den Verwaltungskosten bestimmen, die sich aus der Ausübung dieser Rechte ergeben; sie gehen zur Last der betroffenen Person, insofern dieser Betrag diese Person nicht davon abschreckt, ihre Rechte geltend zu machen.

**Art. 21** - § 1. Jede Person, die aufgrund ihres Amtes an der Sammlung, Konsultierung, Mitteilung, Benutzung oder jeglicher Verarbeitung von Daten teilnimmt, die kraft gesetzlicher oder verordnungsrechtlicher Bestimmungen durch das Berufsgeheimnis gedeckt sind, beachtet diese gesetzlichen oder verordnungsrechtlichen Bestimmungen im Rahmen der Verarbeitung dieser Daten.

§ 2. Jede Person, die innerhalb der Teilnehmer am Kataster oder des Netzes des Betreibers, aufgrund ihres Amtes und über das Netz der Teilnehmer am Kataster oder des Betreibers an der Sammlung, Konsultierung, Mitteilung, Benutzung oder jeglicher Verarbeitung von Daten teilnimmt, ist verpflichtet, den vertraulichen Charakter der Daten aufrechtzuerhalten.

KAPITEL IV — *Schlussbestimmungen*

**Art. 22** - Das vorliegende Dekret tritt am von der Regierung bestimmten Datum, und spätestens am 1. Januar 2015 in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 27. März 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

(1) Sitzungsperiode 2013-2014.

Dokumente des Wallonischen Parlaments 1002 (2013-2014). Nrn. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 26. März 2014.

Diskussion.

Abstimmung.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/202352]

**27 MAART 2014.** — **Decreet tot instelling van een bank van gegevens uit authentieke bronnen betreffende de non-profit tewerkstelling in Wallonië, met name het kadaster van de non-profit tewerkstelling in Wallonië, afgekort « CENM »** (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemeenheden*

**Artikel 1.** § 1. Dit decreet wordt genomen overeenkomstig artikel 7, § 2, van het samenwerkingsakkoord van 23 mei 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap over het opstarten van een gemeenschappelijk initiatief om gegevens te delen en over het gemeenschappelijk beheer van dit initiatief.

§ 2. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° « samenwerkingsakkoord Gegevensdeling » : het samenwerkingsakkoord van 23 mei 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap over het opstarten van een gemeenschappelijk initiatief om gegevens te delen en over het gemeenschappelijk beheer van dit initiatief;

2° « kadaster van de non-profit tewerkstelling » : bank van gegevens uit authentieke bronnen i.v.m. de tewerkstelling in de non-profit sector in het Waalse Gewest, zoals omschreven in artikel 2, 2°, van het samenwerkingsakkoord Gegevensdeling;

3° « stelsel » : geheel van decretale, reglementaire of administratieve regels die toepasselijk zijn op een specifiek beleid, een bepaalde activiteitssector of een bepaalde activiteit en die vastgelegd worden om een resultaat te behalen in het kader van de opdrachten van de overheid : toewijzen of toekennen, machtigen, controle voeren, innen of heffen of invorderen, reglementeren, kopen;

4° « persoonsgegevens » : gegeven zoals omschreven in artikel 1, § 1, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

5° « transversaal gegeven » : gegeven dat gebruikt wordt of kan worden door verschillende stelsels;

6° « specifiek gegeven » : gegeven dat gebruikt wordt of kan worden door één enkel stelsel;

7° « privacywetgeving » : de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens alsook de besluiten genomen ter uitvoering van die wet;

8° « deelnemer aan het kadaster van de non-profit tewerkstelling » : elke overheid van het Waalse Gewest, geïdentificeerd door de Waalse Regering, die één of meer authentieke bronnen of gegevensbronnen ter beschikking stelt van het kadaster van de non-profit tewerkstelling;

9° « beheerder » : de dienst die door de Regering geïdentificeerd wordt om het kadaster van de non-profit tewerkstelling te beheren.

**Art. 2.** § 1. Er wordt volgens de bij of krachtens dit decreet bepaalde modaliteiten een bank van gegevens uit authentieke bronnen i.v.m. de non-profit tewerkstelling in Wallonië opgericht, met name het kadaster van de non-profit tewerkstelling in Wallonië, afgekort « CENM ».

§ 2. Het « CENM » heeft als doel een volledige en uitvoerige inventaris van de non-profit tewerkstelling in Wallonië op te maken en diensten met toegevoegde waarde te verlenen die de gegevens van die inventaris aanvullen of exploiteren.

Zodoende streeft het « CENM » de volgende doelstellingen na :

- 1° de administratieve lasten verminderen in de sector waarop het decreet betrekking heeft;
- 2° steun verlenen bij het beheer van de erkenningen en toelagen betreffende de tewerkstelling in de non-profit sector;
- 3° steun verlenen bij de sturing en de evaluatie van de verschillende maatregelen inzake de tewerkstelling in de non-profit sector;
- 4° beschikken over gegevens met het oog op de productie van statistische analyses betreffende de tewerkstelling in de non-profit sector;
- 5° het enige ingangs- en/of uitgangspunt zijn voor elke toegang tot de authentieke bronnen die de perimeter van het « CENM » binnenkomen.

**Art. 3.** § 1. Dit decreet is van toepassing op elke deelnemer aan het « CENM » alsook op elke juridische structuur betrokken bij het « CENM ».

De criteria tot bepaling van de juridische structuren die bij het « CENM » betrokken zijn zijn de volgende :

- 1° de rechtspersoonlijkheid van de structuur;
- 2° de aard van de hulpmiddelen van de structuur;
- 3° het doel van de structuur;
- 4° de erkenning of herkenning van de structuur door het Waalse Gewest, al dan niet met subsidiëring, in het kader van de stelsels waarop dit decreet betrekking heeft.

§ 2. De criteria bedoeld in paragraaf 1 kunnen nader bepaald worden door de Regering.

De Regering maakt ook de lijst op van de stelsels waarop dit decreet betrekking heeft.

#### HOOFDSTUK II. — *Ingezamelde gegevens en opdrachten van de beheerder van het « CENM »*

**Art. 4.** Voor de uitvoering van zijn opdrachten gebruikt de beheerder zowel het identificatienummer van het Rijksregister als het identificatienummer van de Kruisbank van de sociale zekerheid bedoeld in artikel 8, § 1, 2°, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid.

**Art. 5.** § 1. De beheerder heeft als opdracht specifieke en transversale gegevens betreffende de tewerkstelling in de non-profit sector in te zamelen voor rekening van de deelnemers aan het kadaster van de non-profit tewerkstelling.

De beheerder deelt de ingezamelde gegevens betreffende de tewerkstelling in de non-profit sector mee aan de deelnemers aan het betrokken kadaster van de non-profit tewerkstelling.

De beheerder handelt als verwerker in de zin van de privacywetgeving.

§ 2. De beheerder heeft als opdracht transversale gegevens voor eigen rekening te creëren in de sector van de non-profit tewerkstelling.

De beheerder handelt als verwerkingsverantwoordelijke in de zin van de privacywetgeving.

**Art. 6.** Aan de hand van de ingezamelde gegevens kunnen de betrokken werknemers en werkgevers geïdentificeerd worden en kunnen de in artikel 2 opgesomde doelstellingen gehaald worden.

In hun beslissingen maken de deelnemers aan het kadaster van de non-profit tewerkstelling gewag van de oorsprong van de gegevens en van de beroepsmiddelen in geval van betwisting van de gegevens.

**Art. 7.** De ingezamelde gegevens betreffen de tewerkstelling in de non-profit sector. Die gegevens omvatten die betreffende :

- 1° de indiening van een aanvraag, zoals de betrokken stelsels, het type aanvraag, de datum van de aanvraag of de beslissing;
- 2° de beslissing of de erkenning, ongeacht het type beslissing, het erkennings- of projectnummer, de datum van inwerkingtreding of de einddatum van de geldigheidsduur;
- 3° op het gesubsidieerde personeel, met inbegrip van het personeel dat onder de openbare non-profit sector ressorteert, met name de datum van indienstneming, de einddatum van tewerkstelling, het statuut van de werknemer, het type contract of financiering, het arbeidsstelsel, de gesubsidieerde arbeidstijd, de gesubsidieerde APE-punten, het kwalificatieniveau, de functie, de sectoranciënniteit, de functieanciënniteit of de geldelijke anciënniteit;
- 4° de toegekende toelagen, met name het type toelage, de gedekte periode of het toegekende bedrag;
- 5° de opvolging van de overeenkomsten van de non-profit sector, meer bepaald de lastige uren, de gegevens betreffende het opleidingsplan;
- 6° de identificatie van de werknemers en van hun contract(en), meer bepaald het KSZ-nummer, de identificatie van de personen, de begindatum en de eventuele einddatum van het contract, het type contract of het statuut;
- 7° de identificatie van de ondernemingen, meer bepaald de naam van de vennootschap, de maatschappelijke zetel, het KBO-nummer of de bestuurder.

De lijst van de gegevens kan nader bepaald worden door de Regering.



**Art. 8.** De gegevens worden ingezameld overeenkomstig het samenwerkingsakkoord Gegevensdeling.

Bij gebrek aan beschikbare authentieke bron worden de gegevens bij dienstenintegratoren ingezameld.

Bij gebrek aan gegevens bij dienstenintegratoren worden de gegevens bij de overheden ingezameld.

Tot slot, bij gebrek aan gegevens bij de overheden worden de gegevens rechtstreeks ingezameld bij de juridische structuren betrokken bij het « CENM ».

**Art. 9.** De juridische structuren betrokken bij het « CENM » geven de beheerder kennis van elk beschikbaar gegeven waarvan zowel hijzelf als een deelnemer aan het kadaster van de non-profit tewerkstelling uitdrukkelijk de mededeling eist voor de uitvoering van hun opdrachten.

**Art. 10.** De Regering bepaalt de modaliteiten tot inzameling van de gegevens, met inbegrip van de termijnen waarin en de tijdstippen waarop ze ingezameld worden, overeenkomstig de beginselen die in de artikelen 3 en volgende vastliggen.

**Art. 11.** De beheerder onderwerpt de ingezamelde gegevens aan een goedkeuring om zich te vergewissen van hun technische kwaliteit.

**Art. 12.** De beheerder, als enig uitgangspunt, deelt de gegevens over de tewerkstelling in de non-profit sector mee aan de overheden die erom verzoeken, met inachtneming van de bepalingen van het samenwerkingsakkoord Gegevensdeling.

**Art. 13.** De verwerkte gegevens kunnen door de beheerder opgeslagen, bijgewerkt en vernietigd worden voor rekening van de deelnemers aan het kadaster van de non-profit tewerkstelling.

**Art. 14.** Om de organisatorische, semantische of technische interoperabiliteit van de deelnemers aan het kadaster van de non-profit tewerkstelling te ontwikkelen, wordt de beheerder ertoe gemachtigd consultancy- en adviesopdrachten te vervullen volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt.

**Art. 15.** De beheerder wordt ingelicht als de decreten of besluiten tot regeling van de werking van de verschillende stelsels van het « CENM » het voorwerp zijn van wijzigingen die een weerslag op de gegevens hebben.

De beheerder kan een consultatief advies uitbrengen binnen een termijn van dertig kalenderdagen die ingaat op de datum van ontvangst van het volledige dossier.

**Art. 16.** De beheerder kan de overheden bijkomende diensten verlenen, zoals de aggregatie, consolidering, codering of anonimisering van gegevens die al dan niet uit authentieke bronnen voortkomen.

**Art. 17.** De Regering bepaalt de modaliteiten voor de samenwerking en het overleg tussen de beheerder en de deelnemers aan het kadaster van de non-profit-tewerkstelling, de « Conseil économique et social de Wallonie » (Sociaal-economische raad van Wallonië) en het « Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique » (Waal Instituut voor evaluatie, prospectief en statistiek), die bijzonder betrokken zijn bij het strategisch en operationeel beheer van het « CENM ».

De beheerder maakt een jaarverslag op. De Regering bepaalt de modaliteiten van dat jaarverslag.

**Art. 18.** Binnen de perken van de begrotingskredieten verleent de Regering aan de beheerder de nodige middelen voor het beheer van het « CENM ».

De middelen worden verleend ter dekking van :

1° de personeelskosten;

2° de werkingskosten, met inbegrip van de kosten i.v.m. de ontwikkelingen en de specifieke informatica-exploitatie.

### HOOFDSTUK III. — *Bescherming van persoonsgegevens*

**Art. 19.** § 1. De verwerkte gegevens mogen vanaf de datum van hun inzameling niet langer dan tien jaar bewaard worden.

§ 2. De beheerder bewaart het register van de toegang tot de gegevens gedurende een periode van tien jaar.

De modaliteiten voor de bewaring van de gegevens kunnen nader bepaald worden door de Regering.

§ 3. De termijnen bedoeld in de paragrafen 1 en 2 worden opgeschort in geval van administratief of rechtsgeding betreffende de door de beheerder verwerkte gegevens tot de beroepsmiddelen opgebruikt zijn.

§ 4. De vorige paragrafen van dit artikel slaan niet op de geanonimiseerde gegevens.

**Art. 20.** § 1. Elke persoon heeft het recht om inzage te nemen van de gegevens die hem betreffen.

Elke persoon heeft het recht te weten wie zijn gegevens ingekeken of bijgewerkt heeft tijdens de afgelopen zes maanden, behoudens de uitzonderingen waarin de privacywetgeving voorziet.

§ 2. De modaliteiten voor de uitoefening van de rechten bedoeld in de vorige paragraaf worden door de Regering bepaald overeenkomstig de privacywetgeving.

De Regering kan de betrokkene een bijdrage in de administratieve kosten opleggen voor de uitoefening van die rechten voor zover hij door het bedrag niet afgeschrikt wordt om gebruik te maken van zijn rechten.

**Art. 21.** § 1. Elke persoon die vanwege zijn functies deelneemt aan de inzameling, de raadpleging, de communicatie, het gebruik of elke andere verwerking van gegevens die krachtens wettelijke of reglementaire bepalingen door het beroepsgeheim gedekt zijn, neemt die wettelijke of reglementaire bepalingen in acht in het kader van de verwerking van die gegevens.

§ 2. Elke persoon die onder de deelnemers aan het kadaster of binnen het netwerk van de beheerder vanwege zijn functies aan de inzameling, de raadpleging, de communicatie, het gebruik of elke andere verwerking van gegevens deelneemt via het netwerk van de deelnemers of de beheerder is gehouden tot het behoud van het vertrouwelijke karakter van de gegevens.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

**Art. 22.** Dit decreet treedt in werking op de datum die door de Waalse Regering wordt bepaald, uiterlijk 1 januari 2015.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 27 maart 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO

(1) Zitting 2013-2014.

Stukken van het Waals Parlement 1002 (2013-2014), Nrs 1 tot 4.

Integraal verslag, plenaire zitting van 26 maart 2014.

Bespreking.

Stemming.

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/202350]

**27 MARS 2014. — Décret visant à promouvoir une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les organes consultatifs, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, des matières visées aux articles 127, § 1<sup>er</sup>, et 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Au sens du présent décret, on entend par « organes consultatifs », les conseils, commissions, comités et autres organes, quelle que soit leur dénomination :

1° qui sont créés :

a) soit par loi, par arrêté ayant force de loi, par arrêté royal ou par arrêté ministériel;

b) soit par décret du Parlement wallon, par arrêté du Gouvernement wallon ou par arrêté d'un ou plusieurs Ministres;

2° et qui sont chargés principalement d'assister de leur avis, d'initiative ou sur demande, le Parlement wallon, le Gouvernement, un ou plusieurs Ministres.

§ 2. Les subdivisions structurelles d'un organe consultatif, à l'exception des groupes de travail temporaires, sont également considérées comme des organes consultatifs si elles sont elles-mêmes compétentes pour assister de leur avis les instances visées au 2°.

§ 3. Le Gouvernement établit, après avis du Conseil économique et social de Wallonie, une liste des organes consultatifs et des subdivisions structurelles d'un organe consultatif tombant sous le champ d'application du présent décret.

Pour rendre l'avis visé à l'alinéa précédent, le Conseil économique et social de Wallonie recueille l'avis des organes consultatifs visés par le présent décret.

Le Gouvernement détermine les modalités en vue d'établir cette liste, de la compléter et de la mettre à jour.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'un ou plusieurs mandat(s) de membre(s) effectif(s) ou suppléant(s) d'un organe consultatif est ou sont à attribuer à la suite d'une procédure de présentation et que les candidatures proposées ne permettent pas de remplir l'obligation des deux tiers visée à l'article 4, la procédure de présentation visée au paragraphe 2 sera appliquée.

§ 2. Chaque instance chargée de présenter les candidatures présente, pour chaque mandat, la candidature d'au moins un homme et une femme.

Lorsque l'obligation imposée à l'alinéa 1<sup>er</sup> n'a pas été remplie, l'autorité investie du pouvoir de nomination renvoie les candidatures à l'instance chargée de présenter les candidatures.